

FFS

# Laskri règle ses comptes

**Le premier secrétaire du Front des forces socialistes réplique. Il dénonce une campagne ciblant le parti aussi bien de «l'intérieur que de l'extérieur». Ali Laskri est formel : la direction du parti est prioritairement ciblée avec comme objectif, réaliser une OPA sur le parti ou le détruire.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le temps est aux mises au point au FFS. Ali Laskri, profitant de la tenue du conseil national du parti, solde ses comptes avec les anciens du parti mais également avec la presse.

Aux anciens cadres du parti qui ont émis des critiques, le premier secrétaire du parti répond : «A ces ex en rupture avec le parti depuis près d'une décennie, je les défie de quitter

leur retraite dorée et de se présenter dans leurs fédérations. Ils auront ainsi l'occasion d'affronter les militants qui les ont portés et qu'ils ont honteusement abandonnés par la suite.» Et de s'en prendre à la presse, considérant que «des janissaires de la plume dic-tent à coups d'éditoriaux où le men-songe factuel le dispute à l'impudeur et à l'impudence des commentaires, la nouvelle feuille de route à des mili-

tants félon pour salir le dernier des historiques, celui qui demeure un recours pour notre pays».

Ali Laskri a sa propre lecture de ce qu'il qualifie de campagne qui, «de par sa durée, son ampleur et la palet-te des intervenants, impliqués ou recrutés», ne vise pas à critiquer un choix politique mais plutôt à «réaliser une OPA sur le parti ou en cas d'échec travailler à sa destruction».

Défendant l'option prise par le parti de participer aux législatives, le premier secrétaire du FFS fait état de retombées positives d'une décision qui, tient-il à le rappeler, a été prise à une grande majorité. Le parti en sort «renforcé» et entame un nouveau

départ dans le processus de sa construction. L'expérience est, semble-t-il, si concluante que le parti se projette déjà dans les prochaines échéances. «Le parti doit rapidement se mettre en ordre pour maintenir et consolider la dynamique politique et la mobilisation militante et citoyenne. Ainsi, nous pourrions aborder dans les conditions les meilleures les échéances à venir», assène Laskri pour qui «les élections locales arri-vent. Cela ne sera pas facile, je tiens à le dire, mais tous ensemble, nous saurons trouver les moyens de sur-monter des obstacles, sérieux peut-être, qui se poseront inévitablement à nous».

Aux militants, Laskri dira que «la feuille de route est toute tracée : tra-duire dans la réalité les résolutions du 4<sup>e</sup> congrès, particulièrement l'ouvertu-re du parti, et aller sur le terrain pour donner une impulsion décisive aux chantiers proposés par le président, il y a de cela plus d'une année mainte-nant». Et d'ajouter que «l'équation politique inédite issue de ce dernier scrutin est à évaluer sérieusement. Il est illusoire de penser que le score hégémonique du FLN est suffisant pour sortir des impasses du système ; il y a nécessité et urgence à prendre des mesures d'ouverture politique sérieuses».

N. I.

## EMPÊCHÉ PAR LES REDRESSEURS DU PARTI À LA SALLE ATLAS

# Congrès «nocturne» pour le FNA

**A défaut de la salle Atlas, lieu initialement retenu pour sa tenue ce jeudi, le FNA a finalement organisé son congrès ordinaire, le troisième du genre, de nuit, dans le site d'hébergement des congressistes à Tipasa.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - La situation se corse davantage au FNA avec l'empêchement par les redres-seurs du parti du congrès ordinaire convoqué par Moussa Touati et qui devait se tenir ce jeudi à la salle Atlas de Bab-El-Oued, à Alger. Ce qui a poussé Moussa Touati à tenir ce ren-dez-vous organique de nuit, sur le site même d'hébergement des congres-sistes à Tipasa.

Scénario prévisible puisque les protagonistes étaient aux aguets et déclaraient leur détermination, cha-cun de son côté, à aller au bout de sa logique : tenir le congrès ordinaire du parti, le troisième, quitte à l'organiser en plein air si jamais l'autorisation venait à manquer au rendez-vous convenu pour ce week-end, clamait Touati, saborder justement ce rendez-vous organique et par tous les moyens, juraient les dissidents, confiants quant à la non-autorisation de ce congrès. Une autorisation qui, justement, n'a été délivrée que mardi dernier au soir, au bout d'une longue attente puisque la demande inhérente a été déposée le 3 du mois courant.

Car il fallait compléter le dossier du parti concernant ces cadres, membres du conseil national et du bureau national, démissionnaires ou démis.

Et c'est justement tout ce beau monde qui a fait avorter, ce jeudi matin, la tenue du congrès, en poin-tant les premiers au-devant de la salle Atlas de Bab-El-Oued, pour empê-cher les partisans de Touati d'y accé-der. Et la situation a manqué dégéné-rer sans l'intervention énergique des agents de l'ordre dépêchés en nombre sur les lieux pour parer à tout éventuel débordement qui plus est dans un quartier le plus «chaud» de la capitale. Une présence policière qui n'a pas été pour plaire au président du FNA pour qui les agents de l'ordre se devaient d'intervenir pour faire régner l'ordre et faire appliquer les lois de la République, lui le détenteur d'une autorisation en bonne et due forme des services de la Wilaya d'Alger pour l'exploitation de la salle Atlas à raison de 80 millions de cen-times. C'est que parmi les contesta-taires de Moussa Touati, on pouvait

aisément remarquer la présence de nombre des nouveaux députés du parti, tous dissidents et qui ont usé de leur immunité parlementaire. Détail qu'un commissaire de police fera valoir à la face de Touati qui s'est plaint de cette «passivité» des agents de police à l'égard desdits députés qui ont, selon Touati, cadenassé la porte d'entrée de la salle de l'exté-rieur et même de l'intérieur.

Et au vu de cette situation cocas-se qui a fait «rire» plus d'un badaud devant le spectacle désolant de deux «camps» qui s'échangeaient bien des «amabilités», il était alors clair que le congrès devenait de plus en plus improbable d'autant plus que la salle réquisitionnée devait abriter une acti-vité culturelle en milieu d'après-midi. Ce qui a fait que les «belligérants» ont évacué les lieux vers les coups de 14h avec promesse de Touati de tenir le congrès en soirée car, arguera-t-il, «trop de dépenses ont été engagées par le parti pour ce rendez-vous et il n'est pas question pour nous de reprogrammer un autre congrès». Eventualité que les redresseurs contestent dans le fond et dans la forme puisque considérant, comme le dira Abdelkader Drihem, «sur le plan purement organique, Touati n'est plus président du FNA puisque son man-

dat est désormais en jeu». Ceci pour le fond. Pour la forme, poursuivra notre interlocuteur, «Touati n'a aucu-ne chance de tenir son congrès ailleurs du fait que cela constituerait une violation grave des lois de la République». Pour un autre chef de file de cette dissidence, Amine Osmani, nouveau député et ancien bras droit de Touati, «l'ex-président du FNA a foulé aux pieds l'article 14 du règlement intérieur du parti qui sti-pule que les délégués aux congrès sont élus au niveau des instances du parti dans les 28 wilayas». Et de poursuivre son attaque en accusant Touati d'avoir «payé des gens qui ne sont pas militants du parti pour le réélire aujourd'hui».

### Touati «unaniment» réélu dans un congrès en «soirée»

Autant de remarques dont Touati a fait fi en tenant absolument à son congrès qui s'est finalement tenu en soirée, au niveau du site même d'hé-bergement des 2 000 congressistes environ, à Tipasa. Les travaux, qui ne se sont achevés qu'hier vers 4h du matin, se sont limités à deux aspects : l'élection du président du parti avec la réélection à l'unanimité de Moussa Touati pour un nouveau mandat de

cinq ans à la tête du FNA et l'élection d'un conseil national de 144 membres à raison de 3 membres par wilaya.

Pour le reste de l'ordre du jour de ce congrès «nocturne», il sera, dira Touati qui animera une conférence de presse ce dimanche au siège national du parti, discuté à l'occasion d'une prochaine conférence nationale du parti qui aura à se pencher sur de mineures modifications à apporter aux statuts et à la désignation du bureau national du parti.

Pour Touati, «tout a été fait dans les règles de l'art puisque les travaux ont été supervisés par un huissier de justice qui en a pris acte dans son rapport».

Ce qui n'est pas de l'avis des contestataires qui crient à une fuite en avant, encore une, de Touati. Mohamed Brahimi, l'une des têtes de pont de la contestation, ce «congrès de nuit» tenu, selon lui, dans sa propre villa en présence de gens qui n'ont rien à voir avec le parti, n'a aucune assise réglementaire puisque «le congrès devait de se tenir à la salle Atlas et pas à Tipasa, en vertu du quitus du ministère de l'Intérieur». Avant de promettre que «la dissiden-ce se poursuivra jusqu'au départ de Touati de la tête du FNA».

M. K.

## WILAYA IV HISTORIQUE

# Un colloque, des zones d'ombre et des non-dits

**Le rideau est tombé jeudi, en milieu d'après-midi, sur ce colloque, le premier organisé à l'initiative de la Fondation Wilaya IV historique, présidée par Youcef El Khatib, dont on attendait plus.**

Plus d'éclairages, non seulement sur les hauts faits d'armes pendant la lutte armée pour le recouvrement de l'indépendance, faits qui ont eu pour théâtre cet espace situé au cœur de l'Algérie, espace qui s'étendait de Remka à l'Ouest à Lakhdaria (ex-Palestro) à l'Est, en pas-sant par Chlef, Aïn Defla, Tissemsilt, Médéa, Blida, Alger et une partie de la wilaya de Bouira.

Un espace enclavé entre l'Est et l'Ouest, mais proche d'Alger où se concentraient tous les commandements du pouvoir colonial. Un espace aussi qui s'est trouvé isolé de tout approvision-nement logistique à partir des pays voisins où s'étaient établis de nombreux hauts dirigeants politiques et militaires de la Révolution.

Pour preuve de l'importance attendue de ce colloque, il y a lieu de signaler les représentants de 11 wilayas, la présence du SG de l'ONM, Saïd Abadou, d'anciens walis, l'ambassadeur de Cuba à Alger, en plus de responsables ayant pris part à la guerre dans cette région, de nom-breux étudiants et professeurs d'université et autres chercheurs.

Les autorités civiles et militaires étaient pré-sentes à ce grand rendez-vous avec l'histoire de la Wilaya IV, fer de lance de la lutte armée et qui a supporté le poids énorme de la répression orchestrée par les grands chefs militaires fran-

çais qui avaient reçu les pleins pouvoirs et toute la logistique demandée à la seule fin de briser la Révolution.

C'est El Khatib, qui a été à la tête de cette Wilaya, en succédant au colonel Djilali Bounaâma, dit Si Mohamed, tombé au champ d'honneur à Blida, qui a entamé le cycle des conférences. Il a retracé tout le «parcours» de la Wilaya IV depuis la réunion des 22 jusqu'à l'indé-pendance en juillet 1962. Doté d'une mémoire prodigieuse, Si Hassan (Y. El Khatib) ne faisant aucune erreur, ni sur les dates ni sur des événe-ments, citant de tête les hommes qui ont mené la lutte dans ces opérations qui n'ont pas été tou-jours heureuses, a reconnu, en toute humilité, les moments de fragilité et de faiblesse, du senti-ment d'isolement de la Wilaya IV, les batailles perdues et les victoires, les échecs et les réus-sites.

Les moments forts de son intervention ont été les résolutions adoptées par le Congrès de la Soummam, dont deux des plus importantes n'ont jamais pu être concrétisées, à savoir la primauté de l'intérieur sur l' extérieur et la primauté du poli-tique sur le militaire, et qui «ont beaucoup influé négativement sur la suite des événements» et qui, dit-il, «ont perduré bien après 1962, citant pour preuve l'échec de la réunion des chefs à Tripoli et la création d'un bureau politique par la suite à Tlemcen et qui a conduit à la prise du pouvoir par la force peu après.

L'orateur a donc survolé les grandes étapes de la Révolution, faisant le résumé des grands événements, les plus marquants, année par année, dont le plus fort a été que la Wilaya avait

subi le «rouleau compresseur» des grandes opé-rations visant à éradiquer les maquis, concomi-tamment aux opérations de déplacements et regroupements des populations des campagnes qui assuraient la logistique des maquisards, en plaçant ces populations dans des camps appe-lés des «camps de transit», l'instauration des zones interdites, le lancement du fameux «Plan de Constantine» par le général de Gaulle.

Le président de la Fondation de la Wilaya IV historique a rappelé les évolutions du discours du pouvoir politique français de l'époque qui était passé de «l'Algérie est française et le restera» à «l'autodétermination» et «l'Algérie algérienne».

Par ailleurs, il a été évoqué l'impact de la «bleuite», ces individus qui ont rejoint les maquis de leur propre chef sans passer par les canaux officiels, attestant du bien-fondé de leur engage-ment, à savoir qu'ils soient connus de l'organisa-tion ou alors ont fait leurs preuves par une action armée, et les dégâts causés dans les rangs de l'ALN

L'affaire qui a été soulevée lors des débats parce qu'à peine survolée par Si Hassan est celle dite de l'Elysée, ou 3 des chefs militaires de l'ALN avaient pris contact avec le gouverne-ment français et ont été reçus à l'Elysée par de Gaulle. Si Hassan les disculpe et affirme qu'ils n'ont pas été considérés comme des traîtres. Cependant, l'un d'eux, Djiliali Bounaâma, a été tué à Blida par un commando de la légion étran-gère et l'autre tombé au champ d'honneur dans une embuscade non loin de Djemaâ Saharidj dans la Wilaya III (Kabylie) un an plus tard, et ce alors que, toujours selon l'orateur, il se rendait en

Tunisie pour y être entendu par le haut comman-dement militaire installé à Tunis.

Cependant, on a pu noter que tout n'a pas été dit sur les circonstances dans lesquelles ont disparu de nombreux chefs militaires de l'ALN dont le colonel Bougara dont le corps n'a jamais été retrouvé à ce jour. Interrogés à ce sujet, tant pour Si Hassan que pour Saïd Abadou, la répon-se est identique : «Nous avons adressé plu-sieurs demandes aux autorités françaises à ce sujet, nous n'avons jamais eu de réponse.»

Suite à l'intervention très remarquée faite par le directeur de l'institut des sciences juridiques de Khemis Miliana, Titaouni El Hadj, sur les crimes commis par le pouvoir colonial, un membre de l'assistance s'est enquis du dossier du jugement de la France sur les essais nucléaires de Reggane. Pour Si Hassan, «il faut réunir des preuves attestées». Pour l'universitai-re, «l'évidence, au grand jour, n'est pas à démontrer.» Enfin pour ce qui est de l'écriture de l'Histoire et pour El Khatib, il faut que la Fondation soit consultée et que s'établisse un consensus sur la véracité des faits. Pour l'univer-sitaire, seuls les recoupements et la critique pourront attester le bien-fondé des écrits, et qu'il n'est nul besoin d'un quelconque consensus.

C'est un colloque, encore une fois, le pre-mier, l'initiative est louable mais il laisse un goût d'inachevé, avec son lot de frustrations. Les Algériens deviennent de plus en plus avides de connaissance de leur histoire.

Karim O.